

--	--

(CADRE RÉSERVÉ AU GREFFIER)

DEMANDE D'IMMATRICULATION

Déposée le

N° d'arrivée

B.O.D.A.C. du

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES

La présente demande doit être rédigée en **triple exemplaire** de façon **très lisible**, de préférence dactylographiée et signée par le requérant ou par son mandataire muni d'un pouvoir spécial qui est conservé par le Greffier.

Toute déclaration qui ne sera pas correctement et lisiblement remplie ou qui ne sera pas **accompagnée des pièces justificatives** réglementaires sera refusée par le Greffier.

NOTA

Quiconque donne, de mauvaise foi, des indications inexacts ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au registre du commerce, est puni d'une amende de 500 F à 20 000 F et d'un emprisonnement de dix jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. (Article 2 - alinéa 1^{er} de l'ordonnance du 27 décembre 1958.)

Inscriptions Modificatives			
Dates	N° d'arrivée	Dates	N° d'arrivée

NOM : _____	N° du Registre du Commerce A _____
PRÉNOMS : _____	

DEMANDE D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Colonne réservée au
Registre National

1° NOM (en capitales d'imprimerie (1) _____

--	--

PRÉNOMS (dans l'ordre de l'acte de naissance) _____

2° Domicile personnel _____

3° Nom sous lequel le commerce est exercé _____

4° Lieu de naissance (2) _____

Date de naissance _____

--

5° Nationalité _____ En cas d'acquisition de la nationalité française, mode
et date d'acquisition _____

Pour les étrangers : carte de commerçant étranger Préfecture de _____

N° _____

Date de délivrance _____ Date d'expiration _____

--	--

6° Nature et date de l'acte habilitant le mineur à faire le commerce _____

7° Situation matrimoniale (3) _____

--

8° Activité **effectivement** exercée (4) _____

9° Enseigne utilisée _____

10° Fondé de pouvoir ayant procuration générale (Nom (1), prénoms, domicile personnel, date et lieu de naissance (2),
nationalité (indiquer le cas échéant le mode et la date d'acquisition de la nationalité française).

11° Adresse du principal établissement _____

(1) Femme mariée ou veuve : mentionner dans l'ordre le nom du mari, le nom de jeune fille et exclusivement les prénoms de l'intéressée. - (2) Indiquer le département et pour les villes qui en comportent, l'arrondissement. - (3) Mentionner : célibataire, marié, veuf ou divorcé. Si le commerçant est marié, indiquer la date et le lieu du mariage, le régime matrimonial adopté, ainsi que les clauses applicables aux tiers restrictives de la libre disposition des biens des époux, ou l'absence de telles clauses ; en cas de demande formée sur le fondement des articles 1426 ou 1429 du code civil, ou en cas de demande en séparation de biens ou en liquidation anticipée des acquêts, indiquer la date et la nature de cette demande ; en cas de décision définitive rendue dans l'une ou l'autre des hypothèses précédentes, dans celles prévues par les articles 220-1 ou 1397 du code civil et, en cas d'annulation de mariage, indiquer la date de cette décision et son objet. En cas d'accord exprès du mari à l'exercice d'un commerce par sa femme, donné en application des dispositions de l'article 1420 du code civil, mention au registre du commerce doit être faite au moyen d'une déclaration sur modèle A 3 souscrite par le mari. Si le commerçant est veuf, indiquer la date du décès du conjoint. En cas de divorce ou de séparation de corps, indiquer la date de la décision et la juridiction qui l'a rendue. - (4) Préciser : fabrication, commerce (gros ou détail), prestations de services, etc... Eviter les énumérations de produits, utiliser une appellation globale. - (5) Les renseignements concernant les établissements exploités dans le ressort d'autres tribunaux seront fournis à la fin de la présente déclaration. Si le commerçant exploite un ou plusieurs établissements secondaires dans le ressort du tribunal où est situé l'établissement principal, il devra souscrire, pour chaque établissement secondaire, dans les deux mois de l'ouverture, une déclaration complémentaire sur modèle A 4.

12° Nombre de succursales ou autres établissements exploités (5) { dans le ressort du tribunal de l'établissement principal
dans le ressort d'autres tribunaux

13° Dernier établissement précédemment exploité (adresse, activité, tribunal, numéro au registre du commerce et date de radiation) _____

14° Date du commencement de l'exploitation par le requérant _____

15° Mode d'exploitation du fonds (1)
Exploitation personnelle (2) _____
Location gérance (nom, prénoms, domicile, nationalité, n° au R.C. du propriétaire du fonds)

Fonds donné en location-gérance par le propriétaire à M _____
du _____ au _____

16° Origine du fonds : (1) création - achat - dévolution successorale - legs - partage - licitation - donation - prise en location-gérance. Prix stipulé ou évaluation : _____

17° Précédent exploitant (1) { Nom et prénoms _____
ou { N° R.C. _____
Précédent propriétaire { Date de radiation ou modification _____

18° Première insertion (titre et date du journal d'annonces légales) _____

19° Élection de domicile pour les oppositions éventuelles _____

20° S'il y a lieu : autorisations accordées - déclarations effectuées, etc., dates et lieux _____

Les énonciations, à l'appui
desquelles aucune pièce justi-
ficative n'est exigée, peuvent
faire l'objet de vérifications.

Fait en triple exemplaire et certifié exact.
Date _____
Signature _____

(1) Rayer les mentions inutiles. - (2) Mentionner, s'il y a lieu, le nom et numéro de R.C. des autres exploitants ou des co-indivisaires.

La conformité des déclarations ci-dessus avec les pièces justificatives produites en applica-
tion des règlements a été vérifiée par le Greffier soussigné qui a procédé en conséquence à
l'immatriculation demandée, laquelle a reçu le numéro

A

A _____ le _____
Certifié, le Greffier,

Cadre réservé
au Registre National du Commerce

Voir au verso

